



La décentralisation : sélection documentaire

Sommaire

1	Actualité	1
2	La différenciation territoriale	2
3	Les indispensables	3
4	Études	4
4.1	Ouvrages.....	4
4.2	Articles	7
5	Éléments de comparaisons internationales	8

[Les grandes étapes de la décentralisation](#)
[Les grands principes de la décentralisation](#)
Wikiterritorial, avril 2020

1 Actualité

[Décentralisation : arrêt sur image : \[dossier\]](#)

in : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA), n°41, 2019, 2 décembre, p. 2416-2442

Contient : Les départements : quel(s) avenir(s) ?/ Laetitia Janicot. Etat et collectivités territoriales : (petite) cuisine et (grandes) dépendances/ Nicolas Kada. Les métropoles et le "désert français" ?/Bertrand Faure. Décentralisation et contractualisation/ Jean-François Brisson.

Assemblée nationale

Accompagner le progrès de la déconcentration de notre pays grâce à l'émergence des projets des territoires : rapport d'information sur la préparation d'une nouvelle étape de la décentralisation en faveur du développement des territoires



/ présenté par Arnaud Viala, président ; Jean-François Cesarini et Guillaume Vuilletet, rapporteurs ; déposé par la mission d'information commune. - Paris : Assemblée nationale, 2018. - 106 p. ; 24 cm. - (Les rapports d'information AN ; 1015. Les documents d'information DIAN ; 43/2018)

Le rapport constate la marginalisation de nombre de territoires intermédiaires, contrastant avec la métropolisation. Puis il développe la notion de "territoires de projet" pour rassembler les acteurs locaux autour de projets favorables au développement économique des territoires ce qui implique de repenser la coopération entre collectivités mais aussi l'ingénierie de projet, tout comme de promouvoir les facteurs du développement (digitalisation, différenciation, expérimentation, transition écologique, etc.). Le rôle de l'État et de la Future agence nationale de cohésion des territoires est interrogé, et notamment la question de revitalisation des centre-villes.

352.14 ACC

L'acte III de la décentralisation

- Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
→ [Dossier législatif](#)
- Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral
→ [Dossier législatif](#)
- Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
→ [Dossier législatif](#)

2 La différenciation territoriale

Circulaire du Premier ministre du 15 janvier 2020 détaillant la doctrine de l'État en matière de « répartition et d'exercice des compétences par les collectivités territoriales »
Non publiée sur Légifrance

Commentaire :

[article] [Concertation sur la répartition des compétences et leur exercice par les collectivités : un discours de la méthode / Hélène Pauliat](#)

in : La semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales , n° 8, 2020, 24 février, p. 23-25

Dobovetzky, Christophe

[article] Vers une "nouvelle" organisation décentralisée de la République ?

in : Pouvoirs locaux , n° 114, 2019, octobre, p. 51-57

La volonté gouvernementale de renforcer et de constitutionnaliser la différenciation territoriale procède d'une véritable révolution symbolique consacrant une "nouvelle" organisation décentralisée de la République. La différenciation est possible, à titre dérogatoire, sous le paradigme de l'uniformité, sans pour autant le remettre en cause.

[article] Etat-territoires. Du sur-mesure pour les réconcilier : enquête

in : Acteurs publics , n° 142-143, novembre 2019, p. 33-107

Contient : Le prix de l'apaisement. Ces contentieux qui opposent l'État aux collectivités. Alain Lambert : "réconcilier l'État et les collectivités locales". Les penseurs de la décentralisation. Jean-Bernard Auby : "La différenciation territoriale est naturelle et souhaitable". Patrice Duran : "Une déconcentration limitée pour une décentralisation inachevée". La complexe équation du pouvoir réglementaire des régions. Débat : Jean-Luc Nevache-Géraldine Chavrier. Les doublons, débat ancien, éternelle complexité. Luc-Alain Vervisch : "Les finances locales ne peuvent pas rester dans une bulle".

Mis au défi de changer, l'Etat semble résolu à associer pleinement les collectivités territoriales à la définition des politiques publiques. Pour y parvenir, il devra créer les conditions de l'égalité réelle entre les territoires, mais le chemin sera jonché d'obstacles. Pour définir ce qui ne lui revient plus, désigner des chefs de file identifiés et des financements pérennes, l'Etat devra trancher entre des intérêts contradictoires. Parmi les

thèmes abordés dans ce dossier : l'histoire et les penseurs de la décentralisation, les différenciations territoriales, la complexe équation du pouvoir réglementaire des régions, ...

Janicot, Laetitia

[article] La Collectivité européenne d'Alsace ou les fruits d'un non-choix / Laëtitia Janicot, Michel Verpeaux

in : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) , n°38, 2019, 11 novembre, p. 2236-2243

Le gouvernement a voulu entendre le "désir d'Alsace" sans remettre en cause le découpage des régions de 2015 ni, en particulier, l'existence de la région Grand Est. Il s'est donc engagé sur la voie d'une fusion des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. Après l'échec du référendum de 2013 et le code général des collectivités territoriales n'exigeant plus de consultation des électeurs, la loi du 2 août 2019 tient le cap de la création d'un département et non d'une collectivité à statut particulier. Au-delà du cas de l'Alsace, cette loi pose la question de la limite à partir de laquelle la différenciation des compétences pourrait faire basculer une collectivité donnée dans la catégorie des collectivités à statut particulier.

Possibilités ouvertes par l'inscription dans la Constitution d'un droit à la différenciation

à la suite du colloque organisé le 13 mars 2019 : rapport d'information / présenté par Jean-René Cazeneuve ; fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation. - Paris : Assemblée nationale, 2019. - 63 p. ; 24 cm. - (Les rapports d'information AN ; 1816. Les documents d'information DIAN ; 20/2019)

Actes du colloque 'Différenciation territoriale : quelles possibilités de différenciation des compétences et des normes dans le nouveau cadre ouvert par la révision constitutionnelle ? L'introduction explique pourquoi la délégation a travaillé à deux reprises sur le thème, dont le colloque a abordé l'aspect actuel et futur : I. La différenciation aujourd'hui - quelles possibilités de différenciations dans le cadre constitutionnel actuel, quel bilan pour les différenciations déjà mises en oeuvre ? ; II. La différenciation demain - quelles possibilités de différenciations dans le cadre constitutionnel proposé par le projet de loi constitutionnelle ?

3 Les indispensables

Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation

sous la direction de Nicolas Kada, Romain Pasquier, Claire Courtecuisse et Vincent Aubelle.

Boulogne-Billancourt : Berger-Levrault, 2017. - 1096 p. ; 24 cm

Index.

Construit dans une logique pluridisciplinaire, pédagogique et pratique, l'ouvrage analyse les mécanismes de la décentralisation et ses notions fondatrices. Son index thématique et les références bibliographiques permettent d'appréhender les sujets dans leur globalité et de prolonger leur étude.

[Table des entrées](#)

US 352.14 DIC

Verpeaux, Michel. Rimbault, Christine. Waserman, Franck

Les collectivités territoriales et la décentralisation

11e édition. - Paris : La Documentation française, 2018. - 208 p. ; 18 x 12 cm. - (Découverte de la vie publique, 1772-2020)

Sitogr. p. 200-202.

Cette 11e édition présente l'organisation territoriale de la France en 2018, après les transformations intervenues avec les lois MPTAM et NOTRe, le redécoupage des régions... Les nouvelles obligations pesant sur les élus depuis les lois de 2017 pour la confiance dans la vie politique, les évolutions relatives au statut de Paris ou la nouvelle collectivité de Corse depuis le 1er janvier 2018 sont également exposées. Les questions-réponses sont organisées autour de six thèmes : les différentes catégories de collectivités locales, les grands principes les régissant, leurs compétences, leurs finances, la démocratie locale et l'intercommunalité. [Source éditeur]

352.14 VER

4 Études

4.1 Ouvrages



Audoit, Chrystelle. Roturier, Laurent

L'acte III de la décentralisation : une nouvelle donne pour les territoires

Voiron : Territorial éditions, 2017. - 85 p. : illustrations en noir et blanc, cartes ; 24 x 17 cm. - (L'essentiel sur..., 1625-855X ; 309)

Analyse didactique de la réforme et étude de ses lacunes et des nouveaux défis qu'elle lance aux territoires.
352.14 AUD

Baubonne, Mickaël

La rationalisation de l'organisation territoriale de la République

[Lieu de publication inconnu : éditeur inconnu], 2015. - 491-LXXXIII p. ; 30 cm

Bibliogr.

Th. droit public. Bordeaux. 2015

L'abondance des propositions de redécoupage de la carte des collectivités territoriales témoigne du décalage persistant entre leur taille et leur rôle. Leur territoire ne permet plus à certaines collectivités d'exercer efficacement leurs compétences. La première solution consisterait à redécouper le territoire des collectivités territoriales ; la seconde consisterait à modifier le rôle de chaque niveau de collectivités territoriales.

352.14 BAU

Les instruments de la rationalisation de l'organisation territoriale décentralisée

Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2018. - 472 p. ; 25 cm. - (Collectivités locales). - (Collection du Centre de recherches administratives, 1955-4737)

Deux instruments de rationalisation de l'organisation territoriale décentralisée sont identifiés. Le premier est la réforme de la carte des collectivités, le second est la régulation des relations entre les collectivités. L'analyse révèle que le droit constitutionnel ne s'oppose pas à ce que l'État procède aux réformes jugées nécessaires. En conséquence, les hésitations des organes étatiques pour réformer en profondeur l'organisation territoriale décentralisée ne sauraient témoigner de contraintes constitutionnelles mais de contraintes politiques. D'ailleurs, seul le desserrement progressif de ces contraintes politiques a ouvert récemment la voie à des réformes importantes, sans qu'il ait été besoin de réviser la Constitution au préalable. [Source éditeur]

342.44 BAU

Caillosse, Jacques

Les "mises en scène juridiques" de la décentralisation : sur la question du territoire français

Paris : LGDJ, 2009. - 250 p. ; 24 cm. - (Droit et société, 1159-361X ; 52. Série politique, 1295-1943)

Bibliogr. p. 223-235. Index.

Les politiques de décentralisation sont indissociables d'opérations de mises en scène juridiques qui participent pleinement de l'institutionnalisation du local. Quant au droit ainsi sollicité, il fonctionne à la manière d'un grand récit dans lequel l'État se représente et se raconte.

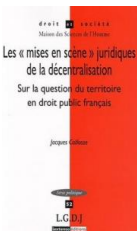
352.283 CAI

Giuly, Eric. Régis, Olivier

Pour en finir vraiment avec le millefeuille territorial

/ avec la collaboration de Sylvie Fagnart et Constance Descotes. - Paris : Editions de l'archipel, 2015. - 252 p : illustrations en noir et blanc, cartes ; 23 cm

Bibliogr. dissém.



A l'occasion des trente ans des lois Defferre sur le processus de décentralisation de la France, cet essai présente la vision croisée d'une quinzaine de personnalités, élus, économistes et experts, de l'organisation territoriale aujourd'hui et pour les années à venir, à travers de courts entretiens.

352.14 GIU



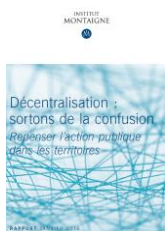
Grossidier, François, Tocqueville, Nelly

L'association des collectivités territoriales aux décisions de l'Etat qui les concernent : la codécision plutôt que la concertation : rapport d'information

/ au nom de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation. - Paris : Sénat, 2016. - 76 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 642)

Au-delà du défi institutionnel dans un État dit « décentralisé », l'association des collectivités aux décisions qui les concernent revêt donc un aspect pratique. Quels que soient les gouvernements, la volonté affichée est celle du dialogue. Pour cela, il existe aujourd'hui un véritable foisonnement d'instances de concertation. Mais paradoxalement, les élus locaux ne se sentent pas bien associés aux décisions qui les concernent, et ont l'impression que l'État ne les considère pas suffisamment comme des acteurs autonomes et responsables. Pire, les élus ont parfois le sentiment de devoir assumer des décisions qu'ils n'ont pas prises, et d'être réduits à un rôle d'accompagnateurs, voire de simples exécutants, de l'État.

352.14 ASS



Institut Montaigne (France)

Décentralisation : sortons de la confusion : repenser l'action publique dans les territoires

Paris : Institut Montaigne, 2016. - 105 p. : ill. en noir ; 22 cm. - (Rapport ; janvier 2016, ISSN 1771-6764)

Après avoir retracé les nombreuses réformes de l'organisation territoriale en France, depuis l'acte I de la décentralisation en 1982, ce document dresse un constat d'échecs, institutionnel, financier et politique. Afin d'en comprendre les raisons et d'identifier les moyens de les dépasser, l'Institut a exploré plusieurs pans de l'action publique : normes, finances publiques, aide sociale, investissement public, développement économique, emploi et formation, enseignement professionnel et apprentissage. Trente-et-unes propositions sont émises pour simplifier enfin le millefeuille territorial.

352.283 DEC



Niepceron, Alexis

La place des régions dans la décentralisation française après les réformes territoriales de 2015

Mémoire de master 2, sous la dir. de Laetitia Janicot. - Paris : L'Harmattan, 2017. - 198 p. : ill. en noir et blanc, cartes ; 22 cm

Bibliogr. p. 169-178. Index.

Cette étude porte sur les conséquences des lois des 16 janvier et 7 août 2015 qui ont réduit le nombre des régions et accru leurs compétences. L'auteur dresse un bilan mitigé et montre notamment que ces lois n'ont pas réellement renforcé le rôle des régions car elles n'ont pas augmenté leur autonomie financière ni leur pouvoir normatif.

352.283 NIE



Les nouveaux équilibres de l'action publique locale : retour sur 10 ans de réforme territoriale / sous la direction de Jean-Bernard Auby et Olivier Renaudie

Boulogne-Billancourt : Berger-Levrault, 2019. - 255 p. ; 24 x 16 cm. - (Au fil du débat, 2417-1689. Études)

Contient : Partie 1. Les équilibres financiers. Chapitre 1 : Et si la décentralisation (nous) était contée ? / Nelly Ferreira. Chapitre 2 : Les ressources des collectivités locales en 2016-2018 : sélectivité et créativité / Antony Taillefait. Chapitre 3 : Les finances locales, objet ou instrument de l'action publique locale ? / Matthieu Conan. Chapitre 4 : La stratégie financière des EPCI comme vecteur des nouveaux équilibres de leurs territoires / Éric Portal. Partie 2. Les équilibres fonctionnels. Chapitre 1 : Solidarité(s) territoriale(s) versus spécialisation des compétences des collectivités territoriales / Laetitia Janicot. Chapitre 2 : Collectivités territoriales et territoire : quels liens ? / Christophe Fardet. Chapitre 3 : L'encadrement constitutionnel et l'adaptation locale de l'exercice des compétences des collectivités locales / Estelle Bomberger-Rivot. Chapitre 4 : La politique touristique face à la recomposition des territoires : entre évolution et incertitudes / Jacqueline Domenach. Chapitre 5 : Principe de libre administration et tutelle implicite dans le cadre de la coopération locale / Reine Wakote. Partie 3. Les équilibres urbains. Chapitre 1 : Les villes au cœur du système territorial : de l'exercice du pouvoir pastoral / Mathieu Doat. Chapitre 2 : L'offre de vélo en libre-service au cœur des nouveaux équilibres de l'action locale / Julien Martin. Chapitre 3 : Petit et Grand Paris : entre banalisation et balkanisation / Olivier Renaudie. Partie 4. L'équilibre entre l'État et les collectivités

territoriales. Chapitre 1 : Auteur, compositeur et interprète : le triple rôle de l'État / Nicolas Kada. Chapitre 2 : L'État, un impensé de la réflexion sur l'organisation territoriale ? / Bruno Acar. Chapitre 3 : La tectonique de l'action publique en droit de l'urbanisme : vers un renouvellement des relations entre l'État et les collectivités territoriales ? / Sébastien Ferrari. Chapitre 4 : Que reste-t-il du contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales ? / Johanna Noël. Partie 5. Perspectives. Chapitre 1 : Une réforme territoriale souhaitable et possible / Hugues Clepkens. Chapitre 2 : Turbulences dans le système territorial espagnol : recentralisation douce et menace de sécession en Catalogne / Francisco Velasco Caballero.

Résumé : Après l'épisode des années 1980 et celui du début des années 2000, une nouvelle vague de réformes territoriales a déferlé à partir de 2008. Loi RCT en 2010, loi MAPTAM en 2014 et loi NOTRe en 2015, ont dessiné les contours d'un nouveau système territorial marqué par trois caractéristiques : la progression de la différenciation territoriale, la recomposition des institutions locales autour de l'échelon intercommunal, et la naissance d'une hiérarchisation dans un système qui y est par tradition rebelle. Cette décennie réformatrice a également conduit, sur un plan fonctionnel, à la mise en place de nouveaux équilibres : entre l'État et les collectivités territoriales, entre les collectivités territoriales elles-mêmes, mais également entre celles-ci et leurs groupements. Cet ouvrage collectif est tiré de la 10e édition des Rendez-vous du Local à Sciences Po. Il offre de croiser le regards d'universitaires, d'élus locaux, de parlementaires et d'administrateurs territoriaux. [Source éditeur]

352.14 NOU



Pontier, Jean-Marie

La décentralisation française : évolutions et perspectives

Paris : LGDJ, 2016. - 182 p. ; 21 x 14 cm. - (Systèmes, 0987-9927. Perspectives)

Les collectivités territoriales ont fait l'objet depuis quelques années de plusieurs réformes : loi de réforme des collectivités territoriales (RCT) de 2010, loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) en 2014, loi relative à la délimitation des régions (2015), loi portant nouvelle organisation de la République (NOTRe) de 2015 etc. Pourquoi toutes ces lois ? Depuis des années, le discours officiel consiste à dire que les structures de ces collectivités, mais aussi leurs finances, sont inadaptées. A-t-on pris le bon chemin pour réformer nos collectivités territoriales ? Où en est-on ? Quelle est la signification de toutes ces dispositions ? Qui fait quoi, et qui doit faire quoi ? Avec quels moyens ? L'ouvrage fait le point en présentant l'ensemble du droit applicable sous une forme synthétique.

352.283 PON



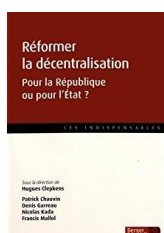
La recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles

/ sous la direction de Marie-Christine Steckel-Assouère ; préface de Jean-Marie Pontier. - Paris : L'Harmattan, 2016. - 303 p. ; 24 x 16 cm. - (Grate)

Notes bibliogr. dissém.

Grâce à l'exégèse de rapports officiels et de débats parlementaires relatifs aux collectivités territoriales et aux intercommunalités, cette étude passe au crible la destinée des départements, l'intérêt des métropoles, la portée des schémas départementaux de coopération intercommunale, le défi des communes nouvelles, la cohérence de la nouvelle répartition des compétences, sans oublier les questions de la démocratie locale, de la fragilité des finances locales, de la mobilité des agents publics, de réorganisation des administrations déconcentrées et des spécificités de l'Outre-mer.

352.14 REC



Réformer la décentralisation : pour la République ou pour l'Etat ?

/ sous la direction d'Hugues Clepkens ; Patrick Chauvin, Denis Garreau, Nicolas Kada, Francis Mallol. - Boulogne-Billancourt : Berger-Levrault, 2017. - 821 p. ; 24 x 16 cm. - (Les indispensables, 1637-2255)

Bibliogr. p. 783-799. Index.

Une présentation des différentes étapes et des faits qui ont conduit à l'état actuel de décentralisation en France. Suivie d'une analyse de la situation actuelle des rapports complexes et divers qu'entretiennent les collectivités et l'Etat.

352.14 REF



Roux, André

La décentralisation : droit des collectivités territoriales

Paris : LGDJ, 2016. - 182 p. ; 21 x 14 cm. - (Systèmes, 0987-9927. Cours)

Bibliogr. p. 169-171

Présentation de la décentralisation française dans sa dimension historique, en tant que mode d'organisation de l'Etat unitaire et dans sa dimension constitutionnelle et présentation de son fonctionnement effectif.

352.283 ROU



Les tabous de la décentralisation

/ avec les contributions de Vincent Aubelle, Vincent de Briant, Jacques Caillosse... [et al.] ; sous la direction de Nicolas Kada. - Paris : Berger-Levrault, 2015. - 398 p. ; 24 x 17 cm. - (Au fil du débat, 2417-1689)

Réunissant des spécialistes du droit des collectivités territoriales, cet ouvrage propose une réflexion sur la décentralisation menée depuis 1982, sur les causes de ses échecs et sur les solutions à apporter. Les aspects juridiques, politiques et financiers sont analysés pour rendre compte d'un processus en crise, victime de tabous conceptuels, institutionnels, territoriaux et matériels.

352.283 TAB



Sadran, Pierre

La République territoriale : une singularité française en question

Paris : La Documentation française, 2015. - 357 p. ; 18 x 11 cm. - (Doc' en poche, 2258-6326. Regard d'expert, 2270-6852)

La République à l'épreuve de la territorialisation. La démocratie locale à l'épreuve des règles du jeu politique. La singularité territoriale à l'épreuve de la réforme.

352.14 SAD

4.2 Articles

Desjardins Xavier, Estèbe Philippe

[La décentralisation : comment faire revivre le projet émancipateur ?](#)

in : Revue d'économie financière, 2018/4 (N° 132), p. 21-37

Depuis les années 1960, la décentralisation est apparue comme l'une des voies majeures pour atteindre un « bon » gouvernement des gens et des choses. Par le transfert de compétences de l'État aux collectivités locales, il n'était attendu rien de moins qu'un approfondissement de la démocratie, un accroissement de la prospérité et un renouveau des cultures minoritaires. Depuis, la réforme de l'action publique territoriale vise, par retouches successives et quasi permanentes, à faire advenir enfin les promesses initiales. Faut-il continuer dans ces voies ou n'est-il pas temps de formuler autrement les ambitions d'émancipation ?

Doat, Mathieu

De la suppression de la clause générale de compétences ... des caprices de la décentralisation

in : Pouvoirs locaux, n° 109, 2017, février, p. 115-120

Analyse quelles stratégies les collectivités locales ont développé suite à l'annonce de la suppression de la clause générale de compétence ; l'utilisation des ressorts du système juridique pour légitimer des actions locales pour la réorientation de la répartition des compétences par le biais du contrat.

Hernu, Paul

La décentralisation territoriale : une réforme inaboutie

in : Gestion & finances publiques : la revue, n° 6, 2017, novembre-décembre, p. 42-50

Pour l'auteur la présence de l'Etat dans les territoires est mal calibrée, alors que la décentralisation est complexe et incomplète.

[L'Etat, la décentralisation et les régions](#)

in : Revue française d'administration publique, n° 156, 2015, p.887-906

Les lois votées depuis 2013 ont repris, une fois de plus, la réforme des collectivités territoriales. La réforme du "bloc" communal semble assurée, avec la création de 14 métropoles, dont celle du Grand Paris, et la généralisation des intercommunalités dans la continuité de la loi de 2010, mais avec un seuil démographique beaucoup plus élevé. En

revanche la réforme des niveaux intermédiaires est inconséquente : après avoir renouvelé la légitimité des conseils départementaux en 2013, leur suppression a été annoncée, puis la création des grandes régions en a justifié le maintien et la loi NOTRe leur a maintenu les compétences que le projet prévoyait de transférer aux régions. La clause générale de compétence des départements et des régions, d'abord supprimée par la loi de 2010, rétablie par la loi du 27 janvier 2014, est de nouveau supprimée par la loi du 7 août 2015. En définitive l'impulsion régionaliste de la seconde vague de réforme ne s'est pas imposée. La voie est ainsi ouverte à l'actualisation du système français d'administration territoriale dont le pivot est le couple État (préfet)-commune (intercommunalité).

Régions et territoires : [dossier]

in : Economie et statistique , n° 497-498, 2017, 175 p.

Introduction - Régions et territoires : quelles évolutions ? / Pierre Veltz. Réformes territoriales et disparités - Disparités et discontinuités territoriales dans la France des nouvelles régions : une lecture multiscalaire et multidimensionnelle / Kim Antunez, Brigitte Baccaïni, Marianne Guérois et Ronan Ysebaert. Le théorème de la décentralisation s'applique-t-il aux collectivités locales françaises ? Un test empirique sur les compétences intercommunales / Quentin Frère et Lionel Védrine. Commentaire - La difficile équation des réformes territoriales : du big is beautiful à l'impossible simplification du mille-feuille institutionnel / André Torre. Ségrégation dans les métropoles : entre ville-centre, banlieue et périurbain - Niveau de vie et ségrégation dans douze métropoles françaises / Jean-Michel Floch. Commentaire - Ségrégation par le revenu dans les villes : réflexions sur les écarts entre concept et mesure / Ana Moreno-Monroy. Emplois dans les territoires, progrès technologique et mondialisation - Progrès technique et automatisation des tâches routinières : une analyse à partir des marchés du travail locaux en France dans les années 1990-2011 / Pauline Charnoz et Michael Orand. Mesurer et anticiper la vulnérabilité des territoires face aux risques de délocalisation : une analyse à partir de données sectorielles pour la France / Hugues Jennequin, Luis Miotti et El Mouhoub Mouhoud. Commentaire - L'impact de la mondialisation et de la technologie sur les marchés du travail locaux / Farid Toubal. Parcours géographiques - Parcours géographiques d'individus nés en France : construction d'une typologie / Henri Martin.

5 Éléments de comparaisons internationales

Fédéralisme, décentralisation et régionalisation de l'Europe : perspectives comparatives : actes du colloque de Rouen = Federalism, decentralisation and European regionalism : comparative perspectives.

/ sous la direction de Sylvia Calmes-Brunet & Arun Sagar. - Le Mans : L'Epitoge, 2017. - 2 vol. (256-270 p.) : illustrations en couleur, cartes ; 24 x 16 cm. - (L'unité du droit, 2259-8812 ; 17)

Bibliogr. dissém.

LES MODELES DE FEDERALISME. Introduction : Quelques réflexions venues de Suisse. Chapitre I. Les modèles non européens américain, brésilien et indien. Le fédéralisme américain : Genèse historique et fonctionnement contemporain / François Vergnolle de Chantal. Les spécificités du fédéralisme brésilien / Rafael Valim. The centralising mechanisms of India's constitutional federalism / Arun Sagar. Chapitre II. Les modèles européens allemand, autrichien et belge. The reform of federalism in Germany / Veith Mehde. The Austrian Länder in a "glocal" network / Konrad Lachmayer. Fédéralisme et participation : le compromis belge. LES FORMES DE DÉCENTRALISATION (suite). Chapitre II. Les cas français, portugais et grec. Révolution française et dé/centralisation / Michel Biard. Le nouveau régime français de gouvernance multi-niveau, initiateur d'un Etat stratège ? / Philippe Bance. La décentralisation en France : ambitions et limites d'un projet inachevé / Arnaud Brennetot. Finances locales et décentralisation française / Guy Quintane. La décentralisation politique et administrative au Portugal / Vasco Pereira da Silva. Déconcentration and Local Government as Weak forms of decentralisation : The case of Greece / Stylianos-Ioannis G. Koutnatzis. Chapitre III. Les difficultés de la décentralisation en Hongrie et au Maghreb. How illiberal democracy kills regional government in Hungary ? / Zoltan Szenté. Décentralisation et constitution dans les Printemps Arabes : déclinaisons maghrébines / Jean-Philippe Bras. LES PROCESSUS DE RÉGIONALISATION DE L'EUROPE. Chapitre I. La question de l'Europe des régions. L'"Europe des régions" : retour sur un mythe mobilisateur / Romain Pasquier. Vers une Europe fédérale ou une Europe des Régions ? Ni l'une ni l'autre : une Europe décentralisée / Nicolas Kada. Chapitre II. De la spécificité de certaines régions en Europe. Etat des lieux de la régionalisation des pays nordiques / Jean-Baptiste Pointel. Les cas particuliers du Finnmark en Norvège et de la Corse en France / Héloïse Plaquin. Les relations institutionnelles singulières entre la France et la Nouvelle-Calédonie : une dynamique fédéraliste fluctuante depuis 60ans ? / Stéphane Pessina-Dassonville. Chapitre III. L'intégration régionale de l'Europe en question. (The Crisis of) Regional integration as a key aspect in EU external relations / Veit Bachmann. Approche géopolitique de l'intégration européenne / Yann Richard.

341.242 2 FED 1 et 2





Centre national de la fonction publique territoriale (France)

Décentralisation : présentation synthétique de l'organisation territoriale en Europe

Paris : CNFPT, 2017. - 141 p. : ill. ; 21 x 30 cm
352.140 94 DEC

Caldeira, Emilie

Essais sur la décentralisation dans les pays en développement. Économies et finances

Clermont-Ferrand I, Université d'Auvergne, 2011.

219 p. ; 30 cm

Thèse. Sc. économiques. Clermont-Ferrand. 2011

Koko, Adiki Tovenim

Les chefferies traditionnelles africaines face à la dynamique des réformes territoriales : contribution à l'étude des processus de décentralisation

303 p. ; 30 cm

Thèse. Droit. Perpignan, 2017.

OECD

Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs

2019. - 200 p.

Ce rapport livre 10 principes directeurs pour une décentralisation efficace et propice au développement régional. Outre ces principes, il propose des outils pratiques à l'intention des décideurs, dont des ensembles de recommandations détaillées, des outils d'auto-évaluation, des indications sur les écueils à éviter et des exemples de bonnes pratiques, dans les pays à structure unitaire et fédérale.

Making decentralisation work. A handbook for policy-makers

in : Policy Highlight, 2019. – 20 p.

Decentralisation trends in OECD countries : a comparative perspective for Ukraine / Dorothee Allain-Dupré

2017. - 20 p.

Decentralisation and multi-level governance in Kazakhstan

in : OECD Public Governance Reviews, décembre 2017. 130 p.

